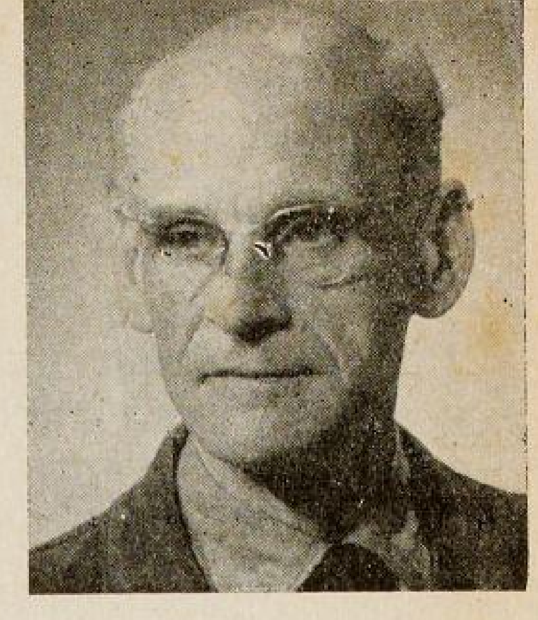
Elections Législatives du 18 Novembre 1962



Yves COËAU-BRISSONNIÈRE
Avocat à la Cour
Adjoint
au Maire de Montargis
CANDIDAT

Circonscription de Montargis-Gien

Parti Socialiste S.F.I.O.



Docteur Henri CROLL
Maire d'Amilly
SUPPLEANT

Electrices, Electeurs,

Comme il y a quatre ans, je me présente devant vous pour défendre des idées communes à de nombreux républicains.

Ces idées, vous les connaissez : elles concernent les institutions qui assurent la vie du pays, les problèmes qui le préoccupent et nous préoccupent. Elles constituent le cadre d'un PROGRAMME DE MOUVEMENT, non pas un CATALOGUE DE PROMESSES lancées en l'air.

***

La première de ces idées, c'est que la DÉMOCRATIE DOIT ÊTRE ÉTABLIE EN FRANCE.

La démocratie, ce n'est pas forcément le REGIME PARLEMENTAIRE DE LA IVe, ou le REGIME AUTORITAIRE DE LA Ve.

La démocratie, c'est toute formule assurant à l'Etat L'EFFICACITÉ et aux citoyens LA LIBERTÉ.

Peu importe que l'on adopte le RÉGIME PRÉSIDENTIEL ou le GOUVERNEMENT DE LÉGISLATURE : l'essentiel est que L'EXÉCUTIF SOIT FORT, LE LÉGISLATIF RESPECTÉ, LE JUDICIAIRE INDEPENDANT.

Or, au lieu de la SÉPARATION DES POUVOIRS, le régime gaulliste pratique la CONFUSION DES POUVOIRS.

Il est temps, avec ou sans un Président élu au suffrage universel, d'instituer un équilibre réel des pouvoirs, et de RESPECTER LA LOI FONDAMENTALE QU'EST LA CONSTITUTION (droits des élus, laïcité, etc..).

***

Cette démocratie, pour être moderne, DOIT S'ÉTENDRE AU DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET A LA VIE SOCIALE.

Si nous avons connu des mouvements tels que le poujadisme, c'est en partie parce que des catégories sociales et professionnelles dignes d'intérêt n'ont pas été prises en considération par le pouvoir.

D'une façon plus générale, en un temps où les décisions d'ordre économique ont une grande importance, où LE PLAN DEVIENT L'INTRUMENT N° 1 DE L'EXPANSION ET DU PROGRÈS, il convient d'assurer aux groupes socio-professionnels une juste participation au pouvoir économique.

Pour atteindre ce résultat, un moyen : DOTER LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE VÉRITABLES POUVOIRS DE DÉCISION.

***

L'équilibre de la démocratie ainsi conçue exige — surtout en cas de régime présidentiel — le choix d'une POLITIQUE RÉGIONALE HARDIE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE.

Puisque le plan devient si important, et qu'il ne fait que coordonner les possibilités régionales, il importe de créer des CONSEILS ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX ayant des pouvoirs réels et assurant au niveau des régions, cette fonction de démocratie économique exercée à l'échelle nationale par le Conseil économique et social. IL FAUT DONC DÉCENTRALISER AU MAXIMUM LES POUVOIRS.

QUANT A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, il doit devenir, à l'heure du Marché Commun, l'objectif premier des gouvernants désireux de mettre fin, en France, au sous-développement.

***

A côté de ces grands choix, les options de politique internationale et intérieure demeurent ce qu'elles étaient hier :

— A l'intérieur, il va de soi que le candidat socialiste se prononce résolument pour une **EXPANSION ENTRAINANT LE PLEIN EMPLOI ET BENEFICIANT PAR PRIORITÉ AUX TRAVAILLEURS**, qu'il souhaite le **DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS SOCIAUX** (enseignement, logement, santé), qu'il se sent solidaire de tous les **DÉFAVORISÉS DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DE L'ARTISANAT ET DU COMMERCE** (sans oublier les Rapatriés), etc., qu'il voudrait qu'on pense davantage aux jeunes, aux vieux, aux êtres seuls et sans ressources, etc...

— A l'extérieur, il est évident que le candidat socialiste est favorable à une politique de paix et non de grandeur, qu'il souhaite le succès du **MARCHÉ COMMUN**, qu'il espère des solutions audacieuses en matière d'aide aux pays sous-développés, qu'il redoute les conséquences d'une **FORCE DE FRAPPE STRICTEMENT NATIONALE**, qu'il estime essentiel le maintien d'une **COOPERATION ÉTROITE AVEC LES PAYS DE LANGUE ET DE CULTURE FRANÇAISE**...

Electrices, Electeurs,

Depuis le 13 mai 1958, le régime gaulliste, au nom de la guerre d'Algérie, a mené à l'intérieur une **POLITIQUE DE STAGNATION SOCIALE**, et à l'extérieur une **POLITIQUE DE GRANDEUR**.

Maintenant que la guerre d'Algérie a pris fin, les gaullistes **QUI ONT LUTTÉ CONTRE LA PAIX JUSQU'AU 13 MAI 1958**, s'opposant à la loi-cadre et aux contacts en parlant de trahison, s'efforcent de régner sur le pays par le mensonge, **EN MEPRISANT VOS DROITS ET VOTRE ESPRIT CRITIQUE**, alors qu'il faudrait **INFORMER LES CITOYENS AVEC CETTE HONNÊTETÉ QUI FORGE LE CIVISME.**

A vous de mettre un terme à une politique dangereuse divisant les Français et conduisant la France à l'aventure.

Il ne s'agit plus de restaurer les partis, mais de favoriser par votre vote le regroupement des démocrates, en particulier des jeunes, conscients des mêmes problèmes et désireux de consacrer toutes leurs forces à les résoudre.

VOTEZ POUR

Yves Goëau-Brissonnière.

Agé de 36 ans, marié, père de trois enfants,
Docteur en droit, Avocat à la Cour,
chargé de mission aux Affaires Etrangères,
rencontre à Tunis, d'ordre du gouvernement, des émissaires du F. L. N. (juillet 1957),
Secrétaire Adjoint de la Fédération S. F. I. O. du Loiret,
ADJOINT AU MAIRE DE MONTARGIS,
Chargé de Recherches par le Centre National de la Recherche Scientifique,

Remplaçant éventuel :

Docteur Henri CROLL

MAIRE D'AMILLY.

P. S. — RAYER UN NOM SUR LE BULLETIN, C'EST ANNULER LE VOTE.

Imp. « La Laborieuse » - ORLEANS